



CHAPITRE 148

Loi concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval

[Sanctionnée le 24 mars 1961]

Préambule.

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval a, par sa pétition, exposé:

Que pour la bonne administration de ses affaires, il est opportun et nécessaire d'apporter des modifications, quant à elle, à la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 59) telle que modifiée par des statuts subséquents;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 59, a. 125, am. pour la commission.

1. L'article 125 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) modifié par l'article 5 de la loi 6 George VI, chapitre 20, par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 14, par l'article 5 de la loi 14 George VI, chapitre 18, et par l'article 15 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 9, est de nouveau modifié, pour la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Cens électoral.

"125. Pour avoir droit de voter aux élections des commissaires ou des syndics d'écoles il faut être majeur, citoyen canadien, propriétaire de bien-fonds ou propriétaire d'un bâtiment construit sur un lot

CHAPTER 148

An Act respecting the Catholic school commission of the city of Dorval

[Assented to 24th March 1961]

WHEREAS the Catholic school commission of the city of Dorval has, by its petition, represented:

That it is expedient and necessary for the good administration of its affairs to amend, for it, the Education Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 59) as amended by subsequent statutes;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 125 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59), amended by section 5 of the act 6 George VI, chapter 20, by section 1 of the act 7 George VI, chapter 14, by section 5 of the act 14 George VI, chapter 18, and by section 15 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 9, is again amended, for the Catholic school commission of the city of Dorval, by replacing the first paragraph by the following:

R.S., c. 59, s. 125, am. for comm.

"125. To have a right to vote at any election of school commissioners or trustees it shall be necessary to be of the age of majority, a Canadian citizen, the owner of real estate or of a building erected

Right to vote.

de terre appartenant à autrui, pourvu que le bien-fonds ou le bâtiment soit estimé au rôle d'évaluation en vigueur à au moins cinquante dollars pour les propriétaires résidant dans la municipalité et à au moins deux cents dollars pour les propriétaires résidant en dehors de la municipalité, être inscrit comme tel au rôle d'évaluation, et avoir acquitté avant le premier lundi juridique de juin toutes ses contributions scolaires."

upon land belonging to another, provided that the real estate or building be valued on the valuation roll in force at not less than fifty dollars for owners residing in the municipality and at not less than two hundred dollars for owners residing outside of the municipality, to be entered as such upon the valuation roll, and to have paid before the first juridical Monday of June all school contributions."

S.R., c.
59, a. 127,
remp.
pour la
commis-
sion.

2. L'article 127 de ladite loi, modifié par l'article 6 de la loi 14 George VI, chapitre 18, est remplacé pour la Commission des écoles catholiques de Dorval par le suivant:

2. Section 127 of the said act, amended R.S., c. 59, s. 127, replaced for the Catholic school commission of Dorval by the following:

Assem-
blée gé-
nérale an-
nuelle.

"**127.** A moins qu'il ne soit statué autrement par quelque disposition spéciale de la présente loi, il doit être tenu dans chaque municipalité, le premier lundi juridique du mois de juin de chaque année, une assemblée générale de tous les contribuables habiles à voter pour l'élection des commissaires ou syndics d'écoles."

"**127.** Unless otherwise provided by some special provision of this act, a general meeting of all the ratepayers qualified to vote shall be held in each municipality on the first juridical Monday in June of each year, for the election of school commissioners or trustees."

S.R., c.
59, a. 132,
remp.
pour la
commis-
sion.

3. L'article 132 de la Loi de l'instruction publique est remplacé, pour la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, par le suivant:

3. Section 132 of the Education Act is replaced, for the Catholic school commission of the city of Dorval, by the following:

Assem-
blée gé-
nérale re-
tardée.

"**132.** Quand l'assemblée générale annuelle pour l'élection des commissaires n'a pu avoir lieu le premier lundi juridique de juin, cette assemblée et l'élection sont remises au prochain lundi juridique, en observant les mêmes formalités."

"**132.** When the annual general meeting for the election of school commissioners cannot be held on the first juridical Monday in June, such meeting and election shall be postponed to the next juridical Monday, by observing the same formalities."

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.